

Unité départementale de Lille  
44 rue de Tournai  
CS 40259  
59019 Lille

Lille, le 07/05/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/04/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **CEMOI CONFISEUR**

158 rue des Fusillés  
59650 Villeneuve-d'Ascq

Références : 18/04/2024\_CEMOI\_Villeneuve D'asq  
Code AIOT : 0007001199

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/04/2024 dans l'établissement CEMOI CONFISEUR implanté 158 RUE DES FUSILLES 59493 VILLENEUVE-D'ASCQ. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection réalisée vise à contrôler les moyens de préventions et de protection incendie.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CEMOI CONFISEUR
- 158 RUE DES FUSILLES 59493 VILLENEUVE-D'ASCQ
- Code AIOT : 0007001199
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

L'entreprise CEMOI CONFISEUR est spécialisée dans la fabrication de bonbons en chocolat et d'oursons à la guimauve. Il s'agit d'une installation classée pour la protection de l'environnement réglementée par un arrêté préfectoral complémentaire du 16 juin 2014.

Le site emploie 135 personnes et fonctionne en 2 ou 3 postes du lundi au vendredi. L'activité est marquée par une forte saisonnalité. L'effectif salarié peut monter à 300 personnes en période de forte activité.

L'établissement de Villeneuve d'Ascq dispose de :

- 2 lignes de production de guimauve,
- 3 lignes de moulage,
- 1 atelier de production de pralinés,
- 1 atelier de pliage,
- 4 ateliers de conditionnement.

La production du site s'est élevée à 4800 tonnes en 2023.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	état des stocks	AP Complémentaire du 16/06/2014, article 7.2.1	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
3	Ressources en eau	AP Complémentaire du 16/06/2014, article 7.7.4	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	désenfumage	AP Complémentaire du 16/06/2014, article 7.3.2.1.3	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
6	Consignes de sécurité	AP Complémentaire du 16/06/2014, article 7.7.5	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Moyens d'interventions	AP Complémentaire du 16/06/2014, article 7.7.1	Sans objet
4	Système d'extinction automatique d'incendie (EAI)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article annexe II, point 13	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées de la DREAL a procédé à une visite sur le site de la société CEMOI à Villeneuve-d'Ascq le 18/04/2024. L'inspection a mis en évidence des non-conformités relatives à la prévention et à la protection incendie.

## 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : état des stocks

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 16/06/2014, article 7.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Inventaire des substances ou préparations dangereuses
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R231-53 du code du travail. Les incompatibilités entre les substances et préparations, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tiennent compte.  L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour.  Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours.
<b>Constats :</b>  L'état des stocks est réalisé au travers de l'outil AS400, ce logiciel est actualisé en temps réel. Les informations sont centralisées au niveau du siège de la société à Perpignan. L'accès à l'information est ainsi garantie par l'exploitant. La consultation de l'état des stocks, notamment pour les substances ou préparations dangereuses, n'a pas permis de vérifier la classification des phrases de risques codifiées par la réglementation CLP. <b>Non conformité 1: Ce constat est non conforme au paragraphe 2 de l'article 7.2.1 de l'APC du 16/06/2014.</b>  Sur demande de l'inspection, l'exploitant a transmis la liste des liquides inflammables. L'exploitant utilise une seule matière en désignation alcool à usage alimentaire, sous la référence MP12495 spiritueux de cerise 82,5° arôme naturel. Ce produit est entreposé sur un entrepôt d'un autre site autorisé à le stocker. L'exploitant fait revenir la quantité nécessaire à sa production et renvoie l'excédent à l'entrepôt. L'exploitant stocke également 5 arômes qui sont inflammables, l'exploitant a fourni un état de ces liquides inflammables, la quantité totale relevée est inférieure à 100kg. Ces produits sont placés dans une armoire coupe-feu.  L'inspection constate que l'exploitant dispose des fiches de données de sécurité, celles-ci sont accessibles pour les opérateurs via l'application « teams ».
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant est mis en demeure de respecter, sous 6 mois, les prescriptions du paragraphe 2 de l'article 7.2.1 de l'APC du 16/06/2014
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

**N° 2 : Moyens d'interventions**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 16/06/2014, article 7.7.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Dispositions générales

**Prescription contrôlée :**

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'analyse des risques présentée dans le dossier de demande d'autorisation.

(...)

**Constats :**

Le site est équipé d'un système sprinkleur ESFR, une vérification semestrielle a été réalisée le 13/09/2023 par la société Uxello .

Les produits stockés sont compatibles avec la protection ESFR.

Le rapport de vérification ne relève pas de non-conformité mais mentionne des observations et des points d'améliorations.

La vérification des autres ressources en eau fait l'objet du point 3.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection dans un délai de 3 mois un plan d'action pour lever les observations mentionnées dans le rapport du 13/09/2023.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Ressources en eau**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 16/06/2014, article 7.7.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Ressources en eau

**Prescription contrôlée :**

L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- une ressource en eau constituée de 4 hydrants extérieurs garantissant 360 m3/h pour une période de 2h en toute circonstance.
- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
- 8 robinets d'incendie armés de DN33 (norme NF EN 671-1 et 671-3. NFS 62 201) ;
- d'un système de détection d'incendie avec report d'alarme ;
- des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles ;

Dans le cas d'une ressource en eau incendie extérieure à l'établissement, l'exploitant s'assure de sa disponibilité opérationnelle permanente (débits, pressions).

## Constats :

### hydrants privés :

L'exploitant a présenté un contrôle des deux hydrants privés réalisé par la société Uxello le 7/11/2023.

Les débits à une pression de 1 bar sont de 204 m<sup>3</sup>/h et 232 m<sup>3</sup>/h.

### Extincteurs

L'exploitant a présenté le rapport de vérification annuelle des extincteurs réalisé par la société LST le 31/05/2023. le site détient 324 extincteurs, le technicien n'a pu accéder aux locaux sociaux et 6 extincteurs n'ont pu être contrôlés. Les 318 autres ont été vérifiés et sont en bon état.

### RIA :

Les RIA ont été contrôlés le 15/05/2023 par la société Uxello. Le rapport mentionne les non-conformités suivantes:

- manque signalétique pour les RIA 1,2,3,4,8,9,10,11,12 et 14;
- fuite RIA 3, tuyau à remplacer;
- fuite RIA 14 dévidoir RIA à remplacer;

Une nouvelle vérification des RIA est programmée le 6/05/2024 et l'exploitant a fait une demande de devis à la société Uxello pour lever les non-conformités.

**Non-conformités N°2: les non-conformités mentionnées au rapport de vérification des RIA du 15/05/2023 constituent une non-conformité à l'article 7.7.4 de l'APC du 16/06/2014.**

La détection incendie est assurée par un système de la société SHUBB en dehors des périodes d'activité du site la société SERIS assure la télésurveillance.

L'inspection n'a pas procédé à la vérification des réserves de sable.

## Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'attestation de mesure des hydrants ne précise pas si celle-ci a été réalisée en simultané. L'exploitant **veille à la réalisation de la mesure en simultané** dans les 3 mois en y intégrant une mesure des 2 hydrants extérieurs.

L'exploitant s'assure de l'accès aux locaux sociaux lors du prochain contrôle des extincteurs.

**L'exploitant est mis en demeure de lever, sous 3 mois, les non-conformités mentionnées au rapport de vérification des RIA du 15/05/2023 et d'y intégrer le cas échéant celles issues de la vérification du 6/05/2024.**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

## N° 4 : Système d'extinction automatique d'incendie (EAI)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article annexe II, point 13

Thème(s) : Risques accidentels, EAI

### Prescription contrôlée :

En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.

<p><b>Constats :</b></p> <p>Le système automatique d'extinction ne couvre pas l'entrepôt. Le site est soumis au régime de déclaration contrôlé de la rubrique 1510 pour son entrepôt d'un volume de 36 450m<sup>3</sup>. La cellule est inférieure à 4000m<sup>2</sup>.</p> <p>L'annexe VI de l'arrêté du 11/04/2017 définit les dispositions applicables aux installations existantes soumises à déclaration. La déclaration de l'entrepôt a été actée par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1/12/1999 et donc déclaré avant le 30/04/2009, les dispositions du point I s'appliquent au site. I. Pour les entrepôts déclarés avant le 30 avril 2009 et sans préjudice des dispositions déjà applicables, seules les dispositions des points 1 « (à l'exception du point 1.1. pour les installations bénéficiant des droits acquis) », 3.1, 3.4, 3.5, 8, 9 sauf alinéas 7 à 9, 10 modifié comme indiqué ci-après, 13, 14 (alinéa 4), 15 (sauf alinéas 2 et 4), 16, 19, 20, 21, 22, « , 23, » 24, 25, 26 de l'annexe II du présent arrêté sont applicables en tenant compte des modalités particulières d'application définies au II ci-dessous pour les points 3.4 et 13 de l'annexe II.(...)</p> <p>Le point 7 n'est pas applicable au site : point 7 : La surface maximale des cellules est égale à 3 000 mètres carrés en l'absence de système d'extinction automatique d'incendie ou 12 000 mètres carrés en présence de système d'extinction automatique d'incendie. La hauteur maximale des cellules est limitée à 23 mètres.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : désenfumage

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 16/06/2014, article 7.3.2.1.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, désenfumage</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les locaux doivent être équipés en partie haute d'exutoires de fumée, gaz de combustion et chaleur dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Ces dispositifs doivent être à commande automatique et manuelle et leur surface ne doit pas être inférieure à 1% de la surface horizontale. Les commandes d'ouverture manuelle sont repérées et placées à proximité des accès</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Entrepôt :</li> </ul> <p>En sus des exutoires précités, la toiture doit comporter 1% d'éléments fusibles facilitant l'évacuation des fumées, judicieusement répartis.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les systèmes de désenfumage ont été vérifiés par la société Uxello le 17/07/2023. Le rapport relève la non-conformité de 8 exécutaires de fumées, 5 dispositifs de commande et préconise le remplacement de la bouteille CO2 du magasin.</p>

La présence de stockage a empêché la vérification du système de désenfumage du local « LENSEL ».

**Non-conformité n°3: les non-conformités mentionnées au rapport de vérification du système de désenfumage du 17/07/2023, constituent une non-conformité à l'article 7.3.2.1.3 de l'APC du 16/06/2014.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant est mis en demeure **de lever**, sous 6 mois, **les non-conformités mentionnées au rapport du 17/07/2023** en y intégrant le cas échéant les travaux nécessaires pour la mise en conformité du système de désenfumage du local « LENSEL ».

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 6 mois

#### **N° 6 : Consignes de sécurité**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 16/06/2014, article 7.7.5

**Thème(s) :** Risques accidentels, Consignes de sécurité

**Prescription contrôlée :**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation,
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours,
- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.

**Constats :**

La procédure d'alerte et la procédure d'intervention de l'équipe support ont été présentés à l'inspection.

L'exploitant a présenté les consignes d'arrêt d'urgence du réseau électrique, du réseau de gaz et



<p>la fiche réflexe relative au groupe motopompe du système d'extinction.</p> <p>L'inspection constate la présence des plans recensant les zones de dangers notamment "ATEX" et "liquides inflammables".</p> <p>L'inspection constate la présence des plans de la répartition des RIA, des extincteurs et la localisation des commandes de désenfumage.</p> <p>Confinement des eaux d'extinction :</p> <p>Le jour de l'inspection l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, de confiner les eaux d'extinction afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.</p> <p>L'exploitant a depuis identifié le jeu de vannes qui permet d'isoler le site et de confiner les eaux d'extinctions vers une fosse située sous le bâtiment 017.</p> <p>Rétention des substances dangereuses :</p> <p>La procédure sur les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel n'a pas été présentée à l'inspection.</p> <p><b>Non conformité n°4: l'absence de cette procédure constitue une non-conformité à l'article 7.7.5 de l'APC du 16/06/2014.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant finalise la procédure de confinement et la transmet sous 1 mois à l'inspection.</p> <p><b>L'exploitant est mis en demeure de rédiger et transmettre à l'inspection sous 1 mois la procédure pour les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>